

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Émissions de titres du Trésor: ouverture de la campagne hier à Douala

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

HIER à l'hôtel Akwa de Douala (Cameroun), la République gabonaise a ouvert une campagne pour la promotion des titres publics dans la sous-région. L'État veut ainsi lever de l'argent frais sur le marché financier. Techniquement, c'est la Direction générale de la comptabilité publique et du trésor (DGCPT) et la Direction générale de la dette (DGD) qui sont chargées conjointement de conduire ce road show auprès des principaux acteurs du marché. Étaient présents, hier, les spécialistes des valeurs du trésor que sont Afriland First Bank, Commercial Bank Cameroun, Ecobank Cameroun, Standard Chartered Bank Cameroon, Société commerciale de banque au

Cameroun, Union Bank of Cameroon Limited, Union Bank for Africa Cameroon. À côté de ces banques, quelques investisseurs comme Harvest Asset Management. La Cellule de conservation et de règlement de titres de la Banque des États de l'Afrique centrale était aussi présente.

La présentation de l'émission de titres du Trésor, à savoir les Bons du trésor assimilables (BTA) et les Obligations du trésor assimilables (OTA) d'hier au Cameroun répondait également au souci de permettre aux différents investisseurs de s'enquérir du calendrier des émissions desdits titres pour l'année 2021.

Ce road show financier piloté par la DGCPT et la DGD est conforme à la stratégie d'endettement et à la loi de finances 2021 par lesquels l'État a prévu de mobiliser des ressources d'emprunt intérieur d'un montant

global de 320 milliards de francs. "Afin d'élargir sa base d'investisseurs et garantir le succès de ses émissions tout au long de l'année, l'État entend renforcer la promotion de ses titres sur le marché sous-régional", précise le communiqué de presse de la DGCPT.

Les caractéristiques des titres émis par le Gabon sont, pour les BTA, fonction de la maturité: " 13 semaines, 26 semaines et 52 semaines pour un montant global de 563 milliards de francs entièrement dédiés à la gestion active de la trésorerie ", mentionne le communiqué précité. Quant aux OTA, leurs taux de rentabilité sont fonction de la maturité aussi : OTA 2 ans à 4,5 % (2021-2023); OTA 3 ans à 5,5 % (2021-2024); OTA 5 ans à 6,5 % (2021-2026); OTA 7 ans à 7,25 % (2021-2028); enfin OTA à 8,5 % (2021-2031).



La délégation gabonaise devant les potentiels investisseurs au Cameroun.

Photo: DR

Task force: juin 2021 pour adopter le plan stratégique

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

AU terme des travaux de la 5e réunion de la Task force chargée de l'élaboration du futur plan stratégique (2021-2026) de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (Afrosai), qui ont eu lieu les 11 et 12 janvier, à Libreville, les panélistes présents à cette séance de travail ont salué les avancées des résolutions.

Pendant 48 heures, les participants à cette réunion étaient invités à peaufiner le document qui guidera les actions de cette organisation africaine pour les six prochaines années. À cet effet, Félicité Zobo, chargé en communication institutionnelle au secrétariat général de l'Afrosai, a souligné qu'il s'agissait " d'élaborer le cadre de suivi et d'évaluation du plan stratégique, notamment en identifiant les indicateurs et les données cibles



Les panélistes lors de la clôture des travaux.

et de base. Cette étape étant bien avancée, il est question pour chacun de rentrer dans son pays respectif pour continuer le travail de collecte des données. Nous avons aussi pu, durant ces travaux, élaborer notre cartographie des parties prenantes externes car, c'est un processus qui se veut participatif".

Par ailleurs, les membres de cette organisation présents à Libreville ont précisé avoir déjà défi-

ni le chronogramme de travail pour l'adoption du document en juin 2021. Concernant la première mouture du plan opérationnel 2022, Félicité Zobo a fait savoir qu' "il fallait d'abord finaliser avec tout le processus de planification stratégique et voir dans quelle mesure le programme de travail de l'année 2020 peut être reconduit sur le premier semestre de l'année 2021".

Finances publiques: les commissions techniques du Crefiaf en conclave



Le Crefiaf tient sa 2e réunion conjointe à Libreville.

Photo: GMNN

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/GABON

IDENTIFIER de nouvelles priorités stratégiques 2020-2022 à mettre en œuvre par les commissions techniques en vue de l'opérationnalisation du plan stratégique du Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (Crefiaf) 2019-2024. C'est l'objectif de la 2e réunion conjointe des commissions techniques de cette organisation. La rencontre entamée, hier, à Libreville, s'achève aujourd'hui.

Figurent également à l'ordre du jour, l'examen des résultats de l'exercice 2020, la révision des plans d'action triennaux 2020-2022 et la détermination des procédures de travail adéquates dans le contexte actuel du Covid-19.

Le premier président de la Cour des comptes du Gabon, Gilbert Ngoulakia, qui préside les travaux, a ouvert les discussions en présence de membres du gouvernement, dont la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou. La Cour des comptes du Cameroun, du Sénégal, du Burkina Faso et bien d'autres membres de l'organisation prennent part à ces assises. À noter qu'à la faveur de la 8e assemblée du Crefiaf, en décembre 2018, à Ouagadougou (Burkina Faso), deux commissions techniques avaient été créées: la Commission technique en charge du renforcement des capacités professionnelles et la Commission pour le renforcement institutionnel et des questions de genre. Les deux instances ont tenu leur première réunion conjointe en novembre 2019 à Yaoundé (Cameroun).